



ENTRETIENS DE LA FEP AOÛT 2026

Marie Thirion

Marie Thirion est maîtresse de conférences à l'université de Grenoble. Elle a publié une enquête sociologique et historique *Organiser le pouvoir ouvrier Le laboratoire opéraïste de la Vénétie* (2024)

Renaud Bécot

Renaud Bécot est maître de conférences à l'IEP de Grenoble. Il a notamment co-écrit *Les natures du productivisme, une histoire environnementale de la France vol. 3* (2026)

Marie Thirion & Renaud Bécot

“ Le *travail* est central pour comprendre les enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux de la Grande accélération ”

Marie Thirion et Renaud Bécot, historien.nes, participent à l'organisation d'un colloque international, qui se tiendra à Grenoble du 14 au 16 octobre prochain, et portera sur les mobilisations collectives autour des enjeux de nocivité industrielle. Ces trois journées doivent renforcer le dialogue entre les travaux sur les “environnementalismes des pauvres” et les recherches sur l'environnementalisme ouvrier, en mettant au centre les groupes sociaux en première ligne face aux dommages écologiques et sanitaires du travail

Fondation de l'écologie politique : Où sont les travailleur.euses dans l'histoire des luttes environnementales ?

Marie Thirion : Le travail a longtemps été globalement absent des récits de luttes environnementales. Plusieurs raisons permettent de comprendre ce silence. Tout d'abord, il repose sur une opposition qui structure la pensée occidentale, celle entre nature et culture, entre l'environnement – une nature qui n'aurait jamais été contaminée ou transformée par l'être humain – et la société ; ce dualisme a contribué à exclure le travail des enjeux environnementaux. Cette vision a également alimenté la manière dont l'Occident a perçu l'environnementalisme pendant plusieurs décennies, c'est-à-dire comme les préoccupations et les mobilisations pour défendre la nature. C'étaient les classes moyennes et aisées des pays industrialisés qui en étaient les principaux promoteurs tandis que les classes les moins favorisées et les populations des pays du Sud étaient considérées comme étrangères à ces préoccupations car elles manquaient de moyens économiques ou culturels. Enfin, cette exclusion repose aussi sur une autre représentation structurante selon laquelle la croissance économique et les préoccupations environnementales seraient incompatibles. Dans le secteur industriel, notamment, le « chantage à l'emploi » (l'alternative entre le pain et la santé humaine et environnementale) a été utilisé pendant plusieurs décennies afin d'éviter de transformer les productions toxiques pour qu'elles soient moins nocives. La construction de cette opposition entre intérêts économiques et environnementaux a été l'une des principales causes des divisions entre le mouvement écologique et le mouvement ouvrier, contribuant à l'invisibilisation

du travail dans l'histoire des luttes environnementales.

La dichotomie travail/environnement a également divisé le monde de la recherche : l'écologie politique peine à s'intéresser à la question de l'emploi, et, jusqu'à récemment, il y avait peu de dialogue entre l'histoire environnementale et l'histoire des mondes du travail.

Cependant, comme le montrent un nombre croissant d'études, ces mobilisations sont présentes dans les mondes du travail occidentaux depuis la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle. De même, comme l'ont par exemple montré les recherches de l'économiste espagnol Joan Martinez-Alier, l'attention et les luttes pour l'environnement sont également largement diffusées dans les secteurs de la production et de la reproduction dans le Sud Global. Ces mobilisations, menées par des travailleur.euse.s salarié.e.s et non salarié.e.s (des secteurs industriels, miniers, agricoles, de la pêche, de l'élevage, de la récupération des déchets, des services, du care, etc.) illustrent un autre rapport à l'environnement et au système économique et social. Elles se concentrent notamment sur les questions centrales des ressources, du soin nécessaire à apporter à son lieu de vie et de travail ou encore des inégalités et discriminations environnementales reposant sur le genre, la race ou la classe.

Selon l'historienne italienne de l'environnement Stefania Barca, le prisme du travail est ainsi essentiel pour comprendre les interactions entre les sociétés et la nature ainsi que la construction des formes d'injustice environnementale qui contribuent à déterminer les crises climatiques.

Une histoire populaire des luttes environnementales est-elle encore à écrire dans un pays comme la France ?

Renaud Bécot : En France, l'étude des mouvements écologistes s'est initialement focalisée sur les actrices et acteurs qui revendiquaient explicitement cette labellisation. Ces approches ont pu être influencées par les réflexions de Ronald Inglehart sur l'émergence de revendications dites « post-matérialistes », qui se déploieraient au sein de groupes sociaux qui font le constat d'une perte de sens ou d'un inconfort au cœur des sociétés occidentales consuméristes des années d'après-guerre. La sociologie tourainienne des « nouveaux » mouvements sociaux prolonge cette démarche, en considérant que le mouvement ouvrier avait longtemps été la principale force de transformation sociale, mais que le déclin de la centralité ouvrière à l'heure de la désindustrialisation impliquerait de trouver un nouveau « sujet central » pour porter des projets de transformation sociale. Ces recherches concentrent donc leur attention sur des groupes qui disposent d'un capital scolaire et culturel important, et des professions stables.

Parmi ces recherches, un auteur, Denis Duclos, se distingue en livrant un article intitulée « Classe ouvrière et environnement » en 1980. Pourtant, ce texte a été oublié. Il est très peu repris dans la recherche en sciences sociales dans les années suivantes.

Il faut attendre que des recherches en histoire se développent au tournant des années 2000 et 2010 pour que l'on montre que les préoccupations environnementales peuvent aussi exister dans les classes populaires. Il est erroné d'écrire, comme a pu le faire l'historien Gérard Noiriel – dont l'œuvre est pourtant majeure en histoire sociale –, que « la critique écologique a été longtemps monopolisée par la droite » ou que « les ouvriers ont perçu la contamination de leur monde comme un mal nécessaire ». Pour se limiter au XX^e siècle et aux enjeux de nocivité du travail, disons que les paysans ou les pêcheurs ne sont pas restés passifs lorsque des projets de raffineries de pétrole ont été érigés sur leurs territoires, par exemple autour de l'étang de Berre dans les années 1930, ou dans la rade de Brest dans les années 1970. Au même moment, les ouvriers de la chimie à Vitry ou dans le Sud Lyonnais portaient des luttes contre le principe de « perdre leur vie en la gagnant », en se liant parfois aux riverains et à des scientifiques critiques. Nous connaissons encore trop mal les luttes menées sur ces enjeux dans les espaces ultramarins, mais la grève des ouvriers agricoles en Martinique, en 1974, dans laquelle figurent des revendications contre l'usage des pesticides, s'inscrit aussi dans ce mouvement de contestation de la nocivité du travail. On pourrait multiplier les exemples... Si ces luttes sont

oubliées, c'est en partie parce que les classes populaires ne disposent que rarement des ressources pour mettre en forme et transmettre leurs mémoires. C'est aussi simplement parce qu'il est souvent plus accessible pour des universitaires d'enquêter sur des groupes sociaux dont ils sont sociologiquement plus proches - et qui vivent souvent sur les mêmes territoires qu'eux.

Vous organisez un colloque de trois jours dédié aux mobilisations contre la nocivité. Il rassemblera de nombreux chercheurs pour traiter une période longue (du XIX^{ème} siècle à nos jours) depuis plusieurs continents. Quels sont les objectifs de ce colloque ?

Marie Thirion : Ce colloque s'inscrit dans une approche qui considère que le travail est central pour comprendre les enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux de la Grande accélération, ces bouleversements provoqués par l'être humain et sa révolution industrielle sur les écosystèmes terrestres.

L'un des objectifs du colloque est de « décoloniser » le travail et la recherche sur le travail, comme l'invitent à le faire plusieurs chercheurs et chercheuses ces dernières années. Cela signifie, d'abord, que nous nous sommes basés sur une définition large du travail pour qu'il ne se limite pas au travail salarié ou industriel mais qu'il permette d'explorer également des secteurs moins pris en compte. Des communications porteront ainsi sur les enjeux de la gestion des déchets en Campanie (Italie), sur les contrats de travail des travailleurs ruraux argentins, sur le travail pénitentiaire sous la dictature de Franco en Espagne, sur la récupération de ciment au Sénégal ou sur les pêcheurs et les paysans du delta du Niger. Ensuite, nous souhaitons également élargir les terrains d'enquête pour inclure des « marges » géographiques souvent moins étudiées. Les propositions reçues portent encore majoritairement sur l'Occident industriel – reflétant l'ampleur du travail de recherche encore à mener – mais la réflexion sera heureusement nourrie par des études portant sur l'Inde, le Cameroun, le Gabon, la RDC, le Sénégal, l'Argentine, la Turquie et le Nigéria. Enfin, nous voulions ouvrir chronologiquement l'appel à communication afin de pouvoir saisir les temporalités plus longues de certaines mobilisations et d'explorer des séquences historiques moins connues. Un panel sera par exemple dédié aux injonctions à la décarbonation dans le contexte de désindustrialisation qui touche aujourd'hui l'Occident.

Un deuxième objectif du colloque est d'analyser les forces et les limites des luttes sur la santé et l'environnement en partant de cas concrets de mobilisations. Cela permettra d'ancrer les réflexions dans des territoires précis et de donner chair aux récits de luttes proposés.

Le colloque vise également à interroger et à valoriser la créativité sociale de ces mobilisations en examinant les savoirs et les pratiques forgés par les travailleurs.euse.s. Une partie des communications met en évidence les processus de contre-expertise émergeant par exemple des enquêtes ouvrières réalisées par les syndicats ou des alliances avec des chercheurs ou des médecins. D'autres analysent des pratiques de résistances liés aux conditions de vie ou à la culture des territoires examinés comme les musiciens du delta du Niger qui intègrent la dégradation sanitaire et environnementale dans leur pratique artistique ou les récupérateurs de ciment du Sénégal qui colmatent les fissures de leurs maisons provoquées par la cimenterie voisine en rendant ainsi visible la nocivité de cette industrie. Toutes illustrent plus généralement la variété et la richesse des répertoires d'action mobilisés.

Enfin, ce colloque vise à rassembler une équipe de chercheurs pour travailler collectivement à l'élaboration d'un atlas global des mobilisations environnementales depuis les mondes du travail.

Quelle place a la nocivité dans l'histoire environnementale, en France et ailleurs? Quels en sont les épisodes les plus marquants ?

Marie Thirion : Le concept de « nocivité » provient des réflexions politiques et syndicales italiennes de la seconde moitié du XX^{ème} siècle : il désigne les effets délétères du travail industriel à la fois sur la santé et sur l'environnement. Le « miracle » économique italien – l'équivalent des Trente glorieuses françaises – avait provoqué une modernisation et une industrialisation très rapide et violente du pays, basées sur les bas

salaires et sur les migrations internes des campagnes vers les villes et du Sud vers le Nord. L'un des prix à payer pour le développement a été la santé des travailleur.euse.s et de la population en général. Dans les années 1960, le mécontentement ouvrier gronde et des initiatives se développent localement sur les questions sanitaires. Par exemple, en 1961, dans l'usine chimique Farmitalia de Turin, une enquête coordonnée par le médecin Ivar Oddone réunit pour la première fois travailleurs et syndicalistes pour cartographier les risques de l'usine. Cette initiative pionnière ouvre la voie aux revendications qui s'affirmeront avec force les années suivantes sur le refus de monétiser la santé et sur la participation directe des travailleurs dans l'analyse et les modifications de leurs conditions de travail. L'activité du mouvement ouvrier sur la nocivité industrielle sera renforcée par la convergence avec le mouvement étudiant dont sont issus de nombreux médecins et sociologues du travail qui entrent dans les usines à partir de la fin des années 1960. Ce vaste mouvement d'« environnementalisme du travail » (selon l'expression de Stefania Barca) produit savoirs et pratiques sur la nocivité pendant deux décennies. Il obtient également la promulgation du Statut des travailleurs (1970), dont deux articles reconnaissent le droit des ouvriers à un contrôle direct des conditions de travail, et l'institution du système de santé publique (1978).

Le rôle central des travailleurs a été particulièrement important à Porto Marghera, la zone industrielle située sur la terre ferme en face de Venise, allant jusqu'à concurrencer les organisations syndicales elles-mêmes. Dans les usines chimiques de Marghera, un important mouvement autonome se développe au cours des années 1960 pour contester les faiblesses du mouvement ouvrier. Il saisit avec force la question de la nocivité à partir du refus de la monétisation de la santé pour revendiquer une réduction drastique du temps de travail afin de réduire l'exposition aux risques. Ce groupe de travailleurs s'associe également avec des médecins issus du mouvement étudiant pour organiser des visites médicales de masse afin de connaître l'état de santé des ouvriers et il produit un vaste patrimoine de connaissances sur les substances chimiques manipulées et produites afin de sensibiliser les travailleurs et la population environnante. Si le mouvement autonome s'essouffle à la fin des années 1970, notamment en raison de la restructuration et de la répression, la décennie suivante le relais est pris par une autre génération de travailleurs qui s'associent aux groupes écologistes locaux pour contester les dégâts sanitaires et environnementaux de la production chimique. Ils se mobilisent par exemple contre le déversement des boues toxiques issues de l'industrie dans la lagune et dans l'Adriatique. Le combat de Gabriele Bortolozzo, ouvrier du pôle pétrochimique, s'inscrit dans ce contexte. Premier objecteur de conscience italien contre les productions cancérigènes, il mène une enquête pendant plus de 10 ans pour recueillir les récits de vie et de travail de ses compagnons décimés par le chlorure de vinyle monomère, un gaz hautement cancérigène qui permet de produire le PCV, l'une des matières plastiques les plus utilisées. Les résultats de cette enquête constitueront la base d'un procès historique contre les dirigeants et anciens dirigeants du pôle pétrochimique de Porto Marghera à la fin des années 1990.

Renaud Bécot : La réflexion sur l'idée d'une désindustrialisation nocive (noxious deindustrialization) a été proposée par trois sociologues, Lorenzo Feltrin, Alice Mah et David Brown. Cette réflexion peut sembler contre-intuitive, dans la mesure où la désindustrialisation est souvent associée au lieu commun selon lequel le déclin des usines serait synonyme de l'avènement d'une modernité verte. Or, la notion de désindustrialisation nocive permet d'insister sur le fait que la désindustrialisation signifie rarement la simple fermeture des usines. Avec cette notion, les auteurs s'inscrivent dans une réflexion sur la désindustrialisation comme processus diachronique, en éclairant la manière dont le déclin des activités industrielles s'accompagne d'une intensification constante du travail et de ses effets pathogènes, ainsi que d'une hausse de l'émission des gaz à effet de serre. Ils insistent également sur la possibilité d'articuler ce concept à différentes échelles, en s'intéressant aussi bien à la contraction mondiale de l'emploi industriel qu'aux effets du déclin autour de complexes pétrochimiques.

Face aux risques de nocivité, quelles formes ont pris les mobilisations?

Marie Thirion : Les exemples cités et tirés des communications du colloque ou de l'histoire française et italienne montrent la variété des formes de mobilisation contre la nocivité. Ces formes dépendent étroitement du contexte historique, géographique et culturel dans lequel elles émergent ainsi que du positionnement des acteurs et actrices dans la société.

On peut aussi rappeler l'expérience des SMAL (Servizi di medicina per gli ambienti di lavoro, Services de médecine pour les environnements de travail) qui ont été créés en Lombardie (la région de Milan) à partir de 1972. Ces structures proviennent du vaste mouvement pour la santé au travail qui a émergé en Italie et elles se développent dans l'une des régions les plus industrialisées du pays. Elles sont le fruit de l'initiative des syndicats qui ont réussi à institutionnaliser leur création par une loi régionale. Le but était d'appliquer le droit des ouvrier.e.s de contrôler directement leurs conditions de travail. Les syndicats des usines demandaient l'intervention de spécialistes (notamment des médecins du travail) pour réaliser des enquêtes basées sur la participation et le rôle central des travailleur.eus.es. A partir des résultats obtenus, le SMAL pouvait imposer à la direction des établissements l'adoption de mesures de prévention ou bien des changements plus profonds dans l'organisation du travail ou les installations. Dans ce cadre, les travailleur.euse.s étaient considéré.e.s comme les premiers experts de l'écosystème particulier dans lequel ils et elles passaient leurs journées.

Quelles ont été les conséquences politiques de ces mobilisations ? Quelles traces ont laissé - ou non - ses mobilisations localement ? Ont-elles politiquement marqué certains territoires ?

Renaud Bécot : Les conséquences politiques de ces mobilisations diffèrent souvent selon les territoires, et il est donc difficile de dresser un panorama général qui serait applicable de manière uniforme. On peut faire deux remarques.

Premièrement, la plupart des luttes contre la nocivité reposent sur des coalitions ou des alliances impliquant différentes organisations militantes, différentes professions, voire différents intérêts socio-économiques. Au tournant du XIXe et du XXe siècle, les luttes contre l'utilisation du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes (en Angleterre, en France, au Canada,...) reposent souvent sur des liens qui se nouent entre des ouvrières, des organisations syndicales, parfois des médecins, et des milieux qu'on qualifie alors de « réformateurs sociaux ». Ce sont ici des sujets qui sont mis à l'agenda des législateurs et permettent une évolution du droit du travail. Dans les années 1970, les mobilisations contre les maladies industrielles reposent également sur des coalitions. Ces luttes peuvent produire des effets sur l'orientation du pouvoir municipal et sur la manière dont ce pouvoir compose avec ou conteste les pollutions industrielles, au cours des années 1970. Dans une moyenne durée, les alliances qui étaient nées dans ces années peuvent se réactiver à la faveur de différents événements, c'est ce qui s'observe par exemple dans le Couloir de la chimie dans le Rhône.

Deuxièmement, la mémoire de ces luttes est un phénomène assez complexe, avec des réactivations intermittentes. Il existe néanmoins des organisations qui se donnent pour mission non seulement d'entretenir cette mémoire, mais surtout de la traduire et de l'imposer dans l'espace public. Prenons l'exemple de Glasgow, une ville profondément marquée par le développement de l'industrie lourde depuis le début du dix-neuvième siècle, et qui a durement subi le contrecoup du déclin des activités industrielles depuis cinquante ans - à tel point que les épidémiologistes continuent de relever un excès significatif de "mortalités prématurées" (un homme sur quatre est susceptible de décéder avant ses 65 ans) dans cette ville en comparaison de la moyenne britannique. La conversion "post-industrielle" de ce territoire s'est accompagné d'une volonté des pouvoirs publics locaux de valoriser certains aspects du passé de la ville, ce qui se traduit notamment par une survalorisation des figures considérées comme des « inventeurs » ou des capitaines d'industries qui auraient contribué à la prospérité de la ville, avec des figures comme James Watt, ingénieur et industriel parfois abusivement présenté comme l'inventeur de la machine à vapeur. La valorisation de ces personnalités façonne ce que des historiens glaswegians ont pu désigner comme un « discours patrimonial autorité », qui laisse peu de place à une histoire populaire de la longue cohabitation des habitants avec la pollution et les maladies industrielles. Pour les générations qui ont été directement marquées par la désindustrialisation lors de la fermeture des chantiers navals, ou pour leurs enfants, ces récits ne correspondent pas à l'expérience vécue de la ville et de son passé industriel. Face à cela, des associations de victimes de maladies professionnelles ont pu imposer des contre-récits pour intégrer ces nuisances dans l'histoire industrielle de la ville, par exemple en faisant ériger un monument aux victimes de l'amiante. Cela n'est pas sans influence sur la représentation que les habitants peuvent se faire de l'histoire de leur propre territoire, et sur la manière dont ils entendent prendre position politiquement au présent en connaissance de ces luttes passées.

Quelles limites ont rencontré ces mobilisations ? Quelles leçons – militantes ou institutionnelles, peut-on en tirer ?

Marie Thirion : Historiquement, les luttes environnementales des travailleur.euse.s se sont heurtées à différents obstacles. La première tient au fait que la force de ces mouvements, notamment dans le secteur productif, dépend du contexte économique et des rapports de pouvoir existants. Ainsi, dans le cas italien par exemple, le vaste mouvement de contestation des années 1960 et 1970 s’est essoufflé la décennie suivante, notamment en raison de la crise économique déterminée par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 et des restructurations industrielles. Alors que les emplois et les salaires sont menacés, il est bien plus difficile, pour les travailleur.euse.s et le mouvement ouvrier, de se mobiliser sur les questions environnementales qui n’apparaissent plus comme une priorité.

Le deuxième obstacle, qui a également contribué à l’affaiblissement du mouvement italien mais qui est présent dans de nombreux conflits, est celui de la répression. Elle peut prendre différentes formes – assassinat de militant.e.s, violences physiques, licenciements et mesures répressives sur le lieu de travail, fermetures d’usines, poursuites judiciaires, campagnes de diffamation... – et sert autant à freiner un mouvement qu’à dissuader les personnes qui voudraient s’engager dans une lutte. Le terme d’« écoterrorisme », utilisé depuis les années 1980, illustre bien la tentative de criminalisation des luttes environnementales.

La force des combats pour la santé et l’environnement souffre également des divisions internes qui peuvent se manifester entre les différent.e.s acteur.rice.s et qui dépendent des positionnements et des intérêts de chacun.e.s, ainsi que de la lecture faite des enjeux environnementaux et des solutions envisagées. Il peut y avoir des divergences entre les ouvrier.e.s d’une usine et les riverain.e.s ou entre les travailleur.euse.s de différents secteurs (industriel, agricole ou de la pêche par exemple). Il peut exister des conflits entre les classes sociales : les classes moyennes cherchent à imposer une vision de l’environnementalisme qui ne correspond pas – et qui exclut – celle des classes populaires. Des divisions existent également à l’échelle des mouvements, comme celles entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste ou celles entre les mouvements environnementaux plus mainstream et institutionnalisés et ceux davantage ancrés dans les réalités locales. Elles se manifestent encore à l’échelle des territoires et des régions et macro-régions. Les luttes environnementales des pays du Nord n’ont ainsi pas forcément les mêmes objectifs que celles du Sud Global, d’autant que les “progrès” environnementaux des pays riches sont souvent basés sur l’exploitation des régions les plus pauvres.

Les travaux de recherche et les expériences de mobilisations environnementales permettent de tirer un certain nombre de leçons du passé. La première est que la profondeur de la crise climatique et l’importance des défis auxquels l’humanité est confrontée implique de concevoir les enjeux environnementaux de manière systémique. Les mesures adoptées jusqu’à présent, comme « verdir » les emplois ou inciter les entreprises, les états et les individus à réduire les émissions carbone, ne suffisent pas à inverser la tendance. De plus en plus de mouvements environnementaux ont désormais acté que la principale responsabilité du changement climatique revient au système capitaliste et extractiviste et que seule une transformation profonde du système permettrait d’éviter les catastrophes auxquelles nous assistons déjà et qui nourrissent le “capitalisme du désastre” identifié par la journaliste et essayiste Naomi Klein.

Deuxièmement, en raison des divisions qui freinent le mouvement, la question des alliances apparaît comme un autre défi fondamental à relever. Et il est nécessaire d’écrire l’histoire de ces alliances, par exemple celle, longtemps occultée, entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste, afin de montrer que les convergences existent, qu’elles sont possibles et souhaitables.

Une troisième piste à suivre est celle de prendre davantage en compte les inégalités des individus et des populations face à la crise climatique. Il est en effet nécessaire d’impliquer prioritairement les personnes qui sont en première ligne, la working-class, les classes populaires, les individus les plus pauvres, les personnes discriminées : ce sont celles dont l’impact environnemental est le plus faible, celles qui subissent de plein

fouet les effets du changement climatique mais surtout celles qui possèdent des savoirs et des pratiques qui bénéficieraient à l'ensemble des écosystèmes humains et non humains. Il est grand temps qu'elles soient écoutées et entendues.

Le manque de visibilité des luttes menées par des classes sociales plus populaires, est-elle une cause ou une conséquence de la place relativement faible de ces publics dans la vie politique?

Marie Thirion : Ces deux constats sont absolument interdépendants. On l'a dit, la question des inégalités est cruciale. La chercheuse britannique Karen Bell a par exemple travaillé sur le classisme environnemental montrant à la fois l'exclusion de la working-class des processus de décision concernant l'environnement (et de la politique en général) ainsi que l'invisibilisation des luttes qu'elle mène. Les classes plus privilégiées ont accès à des canaux d'influence (médiatiques, électoraux, organisationnels, bureaucratiques par exemple) qui leur confèrent davantage de pouvoir dans les enjeux environnementaux.

La définition même d'environnement et les préoccupations qui lui sont associées ne sont pas les mêmes en fonction de notre positionnement dans la société. Comme le montre Bell, pour les classes moyennes des pays riches, le problème central est le changement climatique et les solutions reposent sur l'économie de marché (par exemple le marché des quotas de carbone ou la croissance "verte"), sur la technologie (comme les énergies renouvelables) ou sur des changements du mode de vie au niveau individuel (manger moins de viande, utiliser des moyens de transports alternatifs à la voiture, etc.). Ce qui importe à la working-class et aux populations les plus pauvres, c'est de préserver un environnement de vie et de travail qui ne menace pas leur survie, par exemple à cause de l'extraction et de la disparition des ressources ou encore de la présence d'une industrie toxique ou d'un centre de tri des déchets dans les endroits où elles vivent.

Y a-t-il une menace sur les archives ? Avec la suppression des Comités d'hygiène en 2017, mais aussi la baisse de nombreuses subventions aux centres d'archives, y a-t-il un risque sur la capacité à faire l'histoire de ces luttes et de ces engagements ?

Renaud Bécot : Il faut d'abord rappeler que la conservation des archives n'est pas un acte administratif neutre. Le fonctionnement des dépôts d'archives publiques en France est un héritage de la Révolution française, et la possibilité d'accéder aux archives publiques était liée à une volonté de rompre avec les pratiques discrétionnaires de l'Ancien régime. Rendre accessibles les archives, cela revêt une portée démocratique et c'est probablement nécessaire de le rappeler dans le contexte politique actuel. Pour ce qui concerne les archives liées à la nocivité du travail, certaines difficultés sont inhérentes aux acteurs de ces mobilisations. Les actrices et les acteurs de ces luttes ne conservent pas nécessairement leurs documents. Les organisations militantes ont aussi des pratiques très inégales dans ce domaine, et il arrive malheureusement que des archives conservées plusieurs décennies par un syndicat soient subitement jugées sans intérêt par de nouvelles générations militantes et éliminées. Tout cela contribue à une invisibilité des luttes contre la nocivité, et c'est donc utile de rappeler aux actrices et acteurs de ces luttes que leurs archives sont précieuses et qu'il faut penser leur conservation. À ces facteurs « classiques » s'ajoutent des inquiétudes plus récentes. D'une part, plusieurs centres d'archives associatifs ont été mis en difficultés par les récentes coupes budgétaires. C'est le cas par exemple du Centre d'histoire du travail, à Nantes, dans une région qui a fait le choix de restreindre drastiquement les subventions aux acteurs de la culture, jusqu'à condamner certaines structures à cesser leurs activités. D'autre part, la disparition des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHS-CT) dans la foulée des ordonnances de 2017. Lorsqu'ils étaient pleinement investis par des militants syndicaux, ces CHSCT pouvaient constituer des leviers essentiels de prévention dans les entreprises comme dans les administrations publiques. Les procès-verbaux des réunions de cette instance représentative du personnel, tout comme les enquêtes qui pouvaient être menées par les représentants du personnel, constituent une mine d'information sur le travail réel, en documentant de manière précise les procédés, les gestes, les substances utilisées, etc. La disparition de cette instance pose la question de la pérennité de la conservation des documents produits au sein des CHSCT, qui ont une utilité non seulement pour les chercheurs, mais aussi pour les salariés qui peuvent être amenés à faire reconnaître leurs droits en cas de maladie, ou les riverains d'entreprises (passées ou présentes) qui veulent disposer d'informations précises sur ces activités.

Colloque international

Lutter contre la nocivité : Travail, santé et environnement entre savoir et pouvoir (XIXème - XXIème)



14-16 octobre 2026

Université Grenoble Alpes
Maison Jean Kunztmann | Salle Jacques Cartier

entrée libre sans
inscription préalable

Organisé par

Avec le soutien de



Contact : luttercontrelanocivite@gmail.com